

## CHRONOLOGIE DE LA GUERRE D'INDOCHINE 1945-1954

### Bibliographie [abréviations]

- Biondi (Jean-Pierre), *Les Anticolonialistes (1881-1962)*[AC], Robert Laffont, 1992, 390 p.
- Blanchet (André), *Au pays des ballila jaunes. Relation d'un correspondant de guerre [Le Monde] en Indochine* [APBJ], Paris, Dorian, 1947.
- Boudarel (Georges), *Autobiographie*, Paris, Jacques Bertoin, 1991, 450 p.
- Chesneaux (Jean), *Contribution à l'histoire de la nation vietnamienne*, Paris, Éditions sociales, 1955, 323 p.
- Chesneaux (Jean)(dir.), *Tradition et révolution au Vietnam*, Paris, Anthropos, 1971.
- Crémieux-Brilhac (Jean-Louis), *La France libre* [FL], Paris, Gallimard et Centre national des lettres, 1996.
- Daloz (Jacques), *La Guerre d'Indochine 1945-1954*, Paris, Le Seuil, 1987.
- Decoux (Amiral), *À la barre de l'Indochine*, Paris, Plon, 1950, 510 p.
- Devillers (Philippe), *Histoire du Vietnam de 1940 à 1952* [HVN], Paris, Seuil, 1952, 479 p.
- Devillers (Philippe), *Paris-Saïgon-Hanoï* [PSH], Paris, Seuil, 1952.
- Doyon (Jacques), *Les Soldats blancs d'Ho Chi Minh*, Paris, Fayard, 1973, 522 p.
- Einaudi (Jean-Luc), *La Guerre d'Indochine (1945-1954)*, Paris, Le Cherche-Midi, 2001.
- Elgey (Georgette), *La République des illusions (1945-1951)*[RI], Paris, Fayard, 1965, 562 p.
- Elgey (Georgette), *La République des contradictions (1951-1954)* [RC], Paris, Fayard, 1968.
- Franchini (Philippe), *Les Guerres d'Indochine* [GI], Paris, Éd. Pygmalion, 1988 , 2 t : 892 p.
- Guillain (Robert), *Orient extrême*, Le Seuil, 1989.
- Hémery (Daniel), *Ho Chi Minh. De l'Indochine au Vietnam*, Paris, Gallimard, coll. Découvertes, 192 p.
- Lacouture (Jean), *De Gaulle* [DG], Paris, Le Seuil, 3 tomes, 1990.
- Marc (Henry) et Cony (Pierre), *Indochine française*, préface d'Alexandre Varenne, Paris, Éditions France-Empire, 1946, 218 p.
- Meuleau (Marc), *Des pionniers en Extrême-Orient. Histoire de la Banque de l'Indochine 1875-1975* [PEO], Fayard, 1990
- Pédroncini (dir.), *Leclerc et l'Indochine* [L&I ], Paris, Albin Michel, 1949.
- Planchais (Jean), *L'Empire embrasé 1946-1962* [EE], Paris, Denoël, 1990.
- Ruscio (Alain), *Les communistes français et la guerre d'Indochine 1944-1954* [CFG], Paris, L'Harmattan, 1985, 426 p.
- Ruscio (Alain), *La guerre française d'Indochine* [GFI], Bruxelles, Éditions Complexe, 286 p.
- Sainteny (Jean), *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947* [HPM], Paris, Amiot-Dumont, 1953.
- Salan (Raoul), *Mémoires*, Paris, Presses de la Cité, 1970.

Sheeham (Neil), *L'Innocence perdue, un Américain au Vietnam*, traduit de l'américain, Paris, Seuil, 1991.  
Valette (Jacques), *Indochine 1940-1945*, SEDES, 1993, 510 p.  
Etc.

## MAI 1945

? : Libération de Rangoon (Malaisie).

27 mai 1945 : arrivée à Ceylan des 948 hommes du 5<sup>e</sup> RIC (ex-Corps léger d'intervention).

29 mai 1945 : de Gaulle, très mécontent des Anglais, propose sans grand succès aux Américains qui bloquent le transport des forces françaises pour l'Extrême-Orient de mettre à leur disposition les deux divisions en formation pour l'Indochine.

31 mai 1945 : les Anglais neutralisent les forces françaises au Levant.

7 juin 1945 : instructions de Truman incomprises par les services américains en Chine qui restent sur une ligne hostile au colonialisme français (*L&I*, p. 59).

Rapport de Jean Sainteny répercutant le point de vue du commissaire adjoint de la Sûreté d'Hanoï, Valentin Morand, évadé d'Indochine le 12 février : la grande majorité des Annamites veut l'indépendance (Valette, *IC 1940-45*, pp. 497-9).

12 juin 1945 : le général Alessandri est nommé commandant des forces repliées en Indochine en remplacement de Sabattier, désavoué pour avoir accepté de son propre chef de monter des opérations en Indochine sous contrôle sino-américain (Franchini, 1-221, *L&I*, p. 87, Valette, *IC 1940-45*, pp. 447-9). L'Office of strategic services (OSS) (U.S.A.) se rabat sur le Viêt-Minh pour ses activités de renseignement, récupération de pilotes et guérilla.

Le ministre des Colonies Paul Giacobbi présente la déclaration du 24 mars comme un point de départ (Devillers, *PSH*, p. 61).

Attaques viêtminh de convois japonais sur l'axe Langson-Ninming-Nanning (Salan, *Mémoires*, p. 1-241).

Quelques centaines de Viêt-Minh ou supposés tels dans les geôles de la Kempetai (gendarmerie japonaise)(*L&I*, p. 41).

Juillet 1945 : rencontre entre le commandant Revol et un représentant viêtminh (Sainteny, *HPM*, Doyon, *SB*, p. 56, Franchini, 1-201).

7-30 juillet 1945 : Sainteny : aller-retour Kunming-Paris-Kunming. Ne parvient pas à rencontrer de Gaulle. Indifférence des responsables parisiens aux problèmes indochinois en dehors de quelques spécialistes (Devillers, *PSH*, p. 62).

15 juillet 1945 : 500 VM attaquent 40 Japonais au Tam Dao et libèrent 180 civils français qu'ils conduisent à la frontière chinoise (Devillers, *PSH*, p. 63).

17 juillet-2 août 1945 : conférence de Potsdam entre USA, GB et URSS : désarmement des Japonais confié aux Chinois de Tchang dans la moitié nord et aux Britanniques au sud du 16<sup>e</sup> parallèle.

**24 juillet 1945 : le Japon reconnaît le Viêt-nam comme état unifié (Marc & Cony, p. 159) : cf. 8 août.**

27 juillet 1945 : aide-mémoire du Viêt-Minh au GPRF : parlement élu au suffrage universel, indépendance dans un délai de cinq à dix ans, interdiction de la vente d'opium (Devillers, *HVN*, p. 134 n, *PSH*, p. 63).

30 juillet 1945 : Giacobbi à DGER : nécessité de subordonner l'attitude à l'égard des partis annamites aux possibilités d'intervention militaire. Au besoin, mieux vaudra prononcer le mot d'indépendance de l'Annam dans un cadre fédéral français que d'être jeté dehors. Ce télégramme sera pratiquement annulé par un autre du 7 août... (*L&I*, 143-4).

7 août 1945 : Bao Dai refuse la démission du gouvernement Tran Trong Kim s'estimant incapable de gouverner.

8 août 1945 : les Japonais acceptent l'unité du Viêt-nam et libèrent les prisonniers politiques, y compris les communistes à partir du 9 (Devillers, *PSH*, p. 69) et non du 17 (Devillers, *HVN*, p. 136).

9 août 1945 : la Chine annonce sa mission de désarmement des Japonais au nord du 16<sup>e</sup> parallèle.

11-16 août 1945 : congrès du PCI et convention nationale du Viêt-Minh à Tan Trao. Approbation du mot d'ordre d'insurrection générale. Constitution d'un Comité de libération nationale transformé le 16 en gouvernement provisoire.

14-17 août 1945 : l'amiral Thierry d'Argenlieu, ancien carme et ancien gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, nommé haut-commissaire et le général Leclerc commandant en chef du Corps expéditionnaire (CEFEO).

15 août 1945 : capitulation du Japon. Le commando Blanchard débarque à Haïphong : il est capturé par les Japonais lors de sa remontée vers Hanoi.

16 août 1945 : le GPRF offre au Viêt Minh l'élection d'un parlement au suffrage universel et un référendum dans les cinq ans sur l'indépendance du Viêt-nam dans le cadre de l'Union française. La vente d'opium sera interdite (Devillers, *PSH*, pp. 65-7).

19 août 1945 : Le Viêt Minh s'empare du pouvoir à Hanoi.

Les agents envoyés par Sainteny le long des côtes du Tonkin et de l'Annam constatent le succès du mot d'ordre d'insurrection alors que le Viêt-Minh ne comptait que 5.000 membres (*L&I*, p. 147, Valette, *IC 1940-45*, p. 452).

Autour du 22 août 1945 : parachutage d'équipes administratives sur le Tonkin (Messmer), l'Annam (prince de Bourbon-Parme) et Saïgon (Cédile). Seule, la dernière réussit.

Bao Dai : « Nous pourrions si facilement nous entendre et devenir des amis si vous vouliez cesser de prétendre à redevenir nos maîtres. » (Devillers, *PSH*, p. 70). Cet appel est communiqué aux responsables français, dont Leclerc et de Gaulle, mais sans vouloir

mettre Bao Dai complètement hors jeu, ils le jugent démonétisé par sa collaboration avec les Japonais et refusent de répondre.

22 août 1945 : après six jours d'attente, l'équipe Sainteny parvient à se faire conduire à Hanoï par l'OSS qui lui demande de collaborer à un sondage d'opinion : « Rien que des Annamites avec des pancartes « Indépendance » et des drapeaux rouges à étoile d'or ». L'équipe est confinée par les Japonais au dernier étage du gouvernement général.

Messmer, parachuté au Tam Dao avec rang de commissaire de la République au Tonkin, est capturé par le Viêt Minh auquel il parvient à échapper au bout de plusieurs semaines.

Cédile, parachuté près de Saïgon avec même titre pour la Cochinchine, est capturé par les Japonais qui le conduisent deux jours plus tard en petite tenue dans la capitale du sud

Donovan (OSS-Hanoï) : « Le Viêt-Minh est un parti communiste à 100 % » (Ruscio *CFGI*, p. 64).

24 août 1945 : Truman confirme à de Gaulle ce qu'il avait fait dire le 3 mai à Bidault : pas d'opposition au retour de la France en Indochine. Priorité à l'alliance de la France en Europe contre l'impérialisme soviétique (*L&I* 57).

Tchang n'a aucune visée sur le Viêt-nam et souhaite son accès graduel à l'indépendance mais l'aile droite du Kuomintang et une partie de l'armée sont d'un autre avis (*L&I*, pp. 175-6).

25 août 1945 : Saïgon : formation du Comité provisoire du Nam Bo. dont le Viêt-Minh a pris le contrôle en faisant valoir qu'il s'était trouvé depuis le début dans le camp allié.

Abdication de Bao Dai au profit du Viêt Minh.

26 août 1945 : Hô Chi Minh à Hanoï.

Parachutage et capture par le Viêt-Minh d'une mission française près de Hué. Est-ce une initiative de Léon Pignon, revenu de Kunming à Calcutta, qui pense déjà à une solution Bao Dai et de De Raymond ou bien ont-ils agi sur ordre de Paris ? (Devillers, *PSH*, p. 73, *L&I* 149).

27 août 1945 : rencontre Sainteny-Giap, nouveau ministre de l'Intérieur, sous les auspices du major américain Patti, de l'OSS, qui sera désavoué par sa hiérarchie pour cette initiative violant les consignes de neutralité (*L&I*, pp. 61, 125).

Les forces chinoises entrent au Viêt-nam. Elles parviennent le 9 sept. à Hanoï et compteront sous les ordres du général Lou Han que Tchang a voulu éloigner du Yunnan, jusqu'à 150.000 hommes qui feront assaut de pillages.

Le Viêtminh constitue un gouvernement provisoire.

30 août 1945 : le Viêt-Minh réclame aux Japonais qui refusent le gouvernement général à Hanoï ainsi que les postes de gouverneur général, directeur général et directeur des finances à la Banque de l'Indochine (*L&I*, p. 42). Des rumeurs n'en circuleront pas moins sur le VM piochant à qui mieux-mieux dans les coffres à billets (Despuech, *TP*, p.128, Meuleau, *PEO*, p.453).

2 septembre : Hô Chi Minh proclame l'indépendance devant 500.000 personnes à Hanoï en commençant par une citation de la Déclaration américaine de 1776.

**Le même jour à Saïgon : voir témoignage Christian de Larquier\* (à recouper).**

3 septembre 1945 : Missoffe s'échappe du gouvernement général et va rencontrer Hô à la résidence supérieure, en face de l'Hôtel Métropole, où est installé le gouvernement vietnamien.

5 septembre 1945 : débarquement à Saïgon de la mission britannique et d'éléments de la DGER.

8 septembre 1945 : d'Argenlieu veut reconstituer un protectorat et discuter avec tous les partis mais Sainteny propose de miser sur le Viet Minh pour écarter les pro-Chinois et les pro-Japonais (Devillers, *PSH*, pp. 93, 96-7).

10 septembre 1945 : remaniement du Comité du Nam Bo au profit des non-communistes (Devillers, *HVN*, p. 156).

11 septembre 1945 : délogé par les Chinois du gouvernement général, Sainteny s'établit à la Banque de l'Indochine.

13 septembre 1945 : débarquement à Saïgon de la 20<sup>e</sup> Division indienne (gurkhas) commandée par le général Gracey.

13 et 14 septembre 1945 : propos libéraux du directeur des Affaires politiques au ministère des Colonies, Henri Laurentie, lors d'une conférence de presse et d'une rencontre avec les directeurs de grands journaux. Désavoué par de Gaulle et Giacobbi.

20 septembre 1945 : Saïgon : les manifestations patriotiques tournent à l'émeute.

23 septembre 1945 : les Français reprennent le contrôle de Saïgon.

24-25 septembre 1945 : massacres de la cité Héraud à Saïgon : environ 150 tués et disparus, dont beaucoup de métis.

[www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Massacres\\_cite\\_Heraud.pdf](http://www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Massacres_cite_Heraud.pdf)

Bataille de Cantho entre le Viet Minh et les Hoa Hao (*L&I*, p. 239)(rien de précis ds Devillers, *HVN*, p. ??? et *PSH*).

25 septembre 1945 : ses messages ne recevant aucun écho, Sainteny quitte Hanoï pour Calcutta en laissant sur place le général Alessandri et Léon Pignon.

28 septembre 1945 : Alessandri s'abstient de participer à la cérémonie de capitulation japonaise dans la position de simple spectateur que lui a réservée Lu Han auquel il avait refusé toute collaboration militaire en 1940 dans des termes peu diplomatiques (Devillers, *HVN*, p. 152).

Ho Chi Minh reçoit Alessandri et Pignon (Devillers, *HVN*, p. 204, *PSH*, p. 95, *L&I*, p. 393)

D'Argenlieu : note pour Paris au sujet du Viêtminh et de son caractère communiste (Ruscio, *CFG*, p. 61).

1<sup>er</sup> octobre 1945 : rappel définitif de Patti. Le nombre d'Américains tombe de 7 début septembre à 0 vers le 20 octobre (*L&I*, p. 63). De janvier à juillet 1946 : une mission de l'US Navy à Haïphong supervisera le rapatriement des PG japonais (Sheeham, *IP*, pp. 184-6). **Indiquer nombre de déserteurs et victimes japonaises, d'après Shiraishi (L&I)**. Jusqu'en mars 1947, Hô adressera 11 télégrammes et lettres à Truman et Byrnes sans obtenir de réponse (Sheeham, *IP*, pp. 189-190, 194).

1<sup>er</sup>-4 octobre 1945 : Sainteny rencontre d'Argenlieu et Leclerc à Chandernagor. Démission refusée. Retour avec le titre de commissaire de la République au Tonkin et délégué du haut commissaire.

5 octobre 1945 : Leclerc arrive à Saïgon et (*L&I*) s'établit dans une villa de la Banque franco-chinoise :

— « Amenez le plus de troupes possible », lui a conseillé Mac Arthur lors de la signature de la capitulation japonaise sur le « Missouri » (Franchini, *GI*, 1-233).

10-12 octobre 1945 : rencontre d'Argenlieu-Tchang à Chungking (Devillers, *HVN*, p. 169).

13 octobre 1945 : Leclerc à de Gaulle : Ce serait une erreur absolue de négocier avec le Viêt-Minh avant d'avoir montré notre force (Devillers, *PSH*, p. 99).

15 octobre : première rencontre Hô Chi Minh-Sainteny (Devillers, *HVN*, p. 204).

23 octobre 1945 : les Chinois imposent au Viêt-Minh d'ouvrir le gouvernement à leurs protégés du Dong Minh Hoi pro-Chinois (Devillers, *PSH*, p. 105-6).

26 octobre 1945 : d'Argenlieu (depuis Chandernagor) à de Gaulle : Leclerc est tout acquis au rêve d'une reconquête. C'est à écarter (Devillers, *PSH*, p. 99).

27 octobre 1945 : De Gaulle à Leclerc : rien à conclure avec les locaux tant que nous n'aurons pas la force.

1<sup>er</sup> novembre 1945 : d'Argenlieu installe un gouvernement fédéral à Saïgon sans un seul Indochinois (Devillers, *PSH*, p. 101).

7 novembre 1945 : Leclerc informé par Messmer de l'état des esprits au Nord (*L&I*, pp. 325-7).

10 novembre 1945 : les dirigeants viet-minh de Cochinchine, Tran Van Giau et Pham Ngoc Thach, arrivent à Hanoï où ils font part de leurs difficultés devant la reconquête française (Devillers, *PSH*, p. 108).

11 novembre 1945 : dissolution fictive du Parti communiste indochinois (Devillers, *PSH*, p. 108).

Mi-novembre 1945 : plusieurs magasins chinois pillés et leurs propriétaires violemment molestés par des militaires du CEFEO, boulevard Charner à Saïgon (*L&I*, , p. 363).

17 novembre 1945 : vive agitation causée par la démonétisation des billets de 500 piastres obtenue par Bloch-Lainé (Devillers, *PSH*, p. 109).

19 novembre 1945 : débarquement français à Nha Trang.

Déminage du port d'Haiphong par l'U.S. Navy aidée d'équipes japonaises (Sheeham; *IP*, p. 194. Pas de confirmation). (Minage évoqué par Valette, *IC 1940-45*, p. 191).

21 novembre 1945 : gouvernement de Gaulle. Soustelle remplace Giacobbi aux Colonies.

---

Épuration du personnel français  
(*Le Journal de Saïgon*, 21 novembre 1945)

Saïgon, 20-11-45 (APFI). — Un arrêté du 15 novembre 1945 de M. le Haut-Commissaire de France pour l'Indochine vient d'instituer, près de chaque commissaire de la République, une Commission d'épuration du personnel français des administrations publiques, services publics concédés et officiers ministériels ayant été en service en Indochine entre le 18 juin 1940 et le 9 mars 1945.

À cet effet, toute personne répondant à cette qualification devra faire parvenir au Commissaire de la République du territoire où elle réside actuellement une déclaration faite sur l'honneur où elle indiquera les fonctions qu'elle a occupées entre le 18 juin 1940 et le 9 mars 1945, éventuellement celles qu'elle a remplies depuis lors, les avancements successifs reçus depuis le 18 juin 1940 et son appartenance ou non à la Ligue dénommée « Légion française des anciens combattants et volontaires de la Révolution Nationale », éventuellement les fonctions occupées par elles à la dite Ligue et sa participation, à titre volontaire, à la formation para-militaire dénommée « Garde civique », les services éventuellement rendus aux organisations de résistance, son activité depuis le 9 mars 1945 et toutes autres précisions qu'elle jugera devoir donner sur son attitude depuis le 18 juin 1940.

Le Commissaire de la République pour la Cochinchine vient d'adresser des instructions aux différents chefs de service afin que soient recueillies et lui soient remises les déclarations des fonctionnaires et agents de l'administration.

Mais, dès à présent, il invite tous ceux d'entre eux qui rentrent dans les cas et conditions indiqués ci dessus, à entreprendre la rédaction de la déclaration et à la remettre le plus tôt possible à leur chef de service.

Signé : CÉDILE.

---

26 novembre 1945 : Leclerc et une partie de son état-major rendent visite aux troupes débarquées le 19. Un capitaine de sa suite déclare aux chefs de section : « Dans les rizières, les nha-qué sont tous plus ou moins viet-minh, à l'affût de renseignements. Certains ont un fusil caché à proximité. S'ils se sauvent, c'est qu'ils ont quelque chose à se reprocher. Alors, n'hésitez pas, tirez-leur dessus » (Pierre Thomas, *Combat intérieur*, p. 53).

1<sup>er</sup> décembre 1945 : rencontre secrète Ho, Giam et Giap avec Sainteny, Pignon et Caput (Devillers, *PSH*, p. 110).

8 décembre 1945 : Louis Caput (SFIO-Tonkin) : mémoire à d'Argenlieu insistant sur la représentativité du Viet Minh.

14 décembre 1945 : de Gaulle reçoit le prince Vinh San (ex-empereur Duy Tan déposé en 1916) qui réclame la réunification des trois ky et l'indépendance immédiate dans le cadre de la Fédération indochinoise en alliance avec la France (L&I, 333). Il meurt le 24 dans un accident d'avion dont de Gaulle soupçonne les Anglais (Planchais, *EE*, p. 34).

20 décembre 1945 : arrivée d'une mission soviétique à Hanoï (Devillers, *PSH*, pp. 114-5).

21 décembre 1945 : René Dussart (*France-Soir*) dénonce la torture dans *L'Humanité*, puis dans les *Lettres françaises* (Ruscio, *CFGl*, p. 93 et *GFI*, p. 161).

22 décembre 1945 : Georges Altman dénonce « La tâche de sang » dans *Franc-Tireur* (Ruscio, *CFGl*, p. 88). Autres dénonciations (Franchini, 1-302, Dalloz, *GI*, p. 164n).

24 décembre 1945 : gouvernement d'union nationale à Hanoï (Devillers, *PSH*, p. 114).

25 décembre 1945 : le gouvernement français porte le cours officiel de la piastre de 10 à 17 F. L'écho des trafics parvient bientôt aux oreilles des combattants du CEFEO (Pierre Thomas, 7 décembre 1946).

28 décembre 1945 : considérant entre autres le courant quasi planétaire vers la décolonisation, d'Argenlieu propose diverses formules d'accord avec Hanoï comprenant le mot indépendance. Réaction négative de De Gaulle (Devillers, *PSH*, p. 116-9).

## 1946

Nguyen Binh, arrivé en novembre 1945 en Cochinchine, prend le pas sur Tran Van Giau (Devillers, *HVN*, p. 247).

6 janvier 1946 : le Viet-Minh organise des élections générales (Devillers, *PSH*, p. 120). Interview Ho à P-M Dessinges (Devillers, *HVN*, p. 204).

16 et 21 janvier : Max André, chef de cabinet de Bidault et ancien directeur de la Banque franco-chinoise, rencontre Ho Chi Minh à Hanoï. Constat de divergence.

20 janvier : démission du général de Gaulle de la présidence du conseil.

24 janvier : Tchang, qui a besoin de troupes contre Mao, donne l'autorisation à la colonne Alessandri devenue Groupement Quilichini d'aller relever les troupes chinoises au Laos (Devillers, *PSH*, p. 126).

29 janvier : gouvernement Félix Gouin : Marius Moutet, SFIO, avocat d'affaire, déjà ministre des Colonies de Léon Blum (juin 1936-fin 1937 et mars 1938), remplace Soustelle à la FOM.

Départ des Britanniques qui, avec l'autorisation des Américains, laissent 800 jeeps et camions aux Français (Sheeham, *IP*, p. 193).

1<sup>er</sup> février : d'Argenlieu : « Nous souhaitons que, sans long atermoiement, les Annamites se puissent administrer et gouverner eux-mêmes », mais ils ont encore besoin pour un temps du concours et de l'expérience de la France (Devillers, *PSH*, pp. 126-7).

2 février : le groupement Quilichini (environ 4.000 hommes) entre au Tonkin mais se voit aussitôt bloquer la route du Laos par le Viêt-Minh et la 93<sup>e</sup> division chinoise qui attend la récolte d'opium en mai-juin.

Ho visite les blessés français à l'hôpital Lanessan de Hanoï (Devillers, *PSH*, p. 129).



3 février : Pierre Thomas : « Restriction de crédits. À l'entrée d'un village, il nous faudra tirer des coups de feu pour faire déguerpir la population. Il ne restera plus qu'à se servir ».

4 février : Giap à Hué : « Le Président a l'adhésion complète des compatriotes, mais si demain il négociait sur d'autres bases que l'indépendance, il serait immédiatement renversé » (Devillers, *PSH*, p. 130 n).

Installation du Conseil consultatif de Cochinchine transformé en juillet en Conseil de Cochinchine :

[www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Conseil\\_de\\_Cochinchine\\_1946-1949.pdf](http://www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Conseil_de_Cochinchine_1946-1949.pdf)

8 février : rencontre Salan-Hô : l'Oncle se plaint que la France ne propose rien de substantiel et montre son émotion à la nouvelle du prochain débarquement français à Haïphong (Devillers, *PSH*, pp. 130-1).

14 février : d'Argenlieu s'envole pour Paris en laissant l'intérim à Leclerc.

19 février : grande manifestation du VNQDD à Hanoï en faveur du rétablissement de Bao Dai.

21 février : Maurice Thorez reçoit l'amiral d'Argenlieu : « Naturellement je souhaite que tout se règle au mieux avec les Vietnamiens, mais enfin, nos couleurs avant tout ! S'il faut cogner, cognez dur ! » (voir Robrieux, *HIPCF*, II-185-6 et témoignage de Jean-Pierre Vernant in Verdès-Leroux, *Au service du parti*, p. 37).

25 février : rencontre Ho-Sainteny : annonce officielle de l'ouverture de négociations. En cas d'échec, le CEFEO aurait conquis Haïphong et Hanoï par la force comme le rappellera Leclerc à Léon Blum (*L&I*, p. 379).

27 février : Giap déclare dans *Paris-Saïgon* : nous ne transigerons pas sur indépendance et alliance. « Si la France est assez myope pour déclencher un conflit, sachez que nous lutterons jusqu'à la mort. » (Doyon, *SB*, p. 106 n).

Saccage de *Justice*, l'hebdomadaire de la fédération SFIO de Cochinchine qui avait soutenu un manifeste réclamant des négociations avec le comité du Nam Bo et dénoncé certaines méthodes du CEFEO (Ruscio, *CFG*., pp. 316-7).

28 février : traité franco-chinois. La France abandonne ses concessions en Chine, vend la section chinoise du Chemin de fer du Yunnan, améliore le statut des Chinois d'Indochine et crée une zone franche à Haïphong. La Chine évacue ses troupes avant le 31 mars (Devillers, *HVN*, p. 219).

2 mars : Hanoï : gouvernement d'union et de résistance élargi au VNQDD (ou Kuomintang vietnamien).

6 mars : accord Sainteny avec Ho et le VNQDD Vu Hong Khanh. La République du Vietnam est un État libre avec son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances dans le cadre de la Fédération indochinoise et de l'Union française. L'union des trois ky sera réglée par référendum. Accord annexe : les troupes chinoises seront relevées par 10.000 Vietnamiens fournis par Hanoï et 15.000 Français métropolitains. Ces derniers évacueront chaque année par cinquième (Devillers, *PSH*, p. 148-150).

À cette date, la reconquête de la Cochinchine a coûté 630 tués ou disparus et 1 037 blessés (Elgey, *RI*, p. 153).

HÔ : « Plutôt flairer un peu la crotte des Français que manger toute notre vie celle des Chinois » (Paul Mus, *Sociologie d'une guerre*, p. 85. Cité par Ruscio, *CFGJ*, p. 99).

7 mars : Giap : « La Russie a signé Brest-Litovsk pour arrêter l'invasion allemande, pour pouvoir, à la faveur de la trêve, renforcer son armée et son pouvoir politique » (Devillers, *PSH*, p. 152).

« C'est un Munich indochinois », proclame d'Argenlieu (Franchini, 1-291). D'accord avec Leclerc pour refuser l'accès au sud de délégués d'Hanoï chargés de faire appliquer le cessez-le-feu (Devillers, *PSH*, p. 163).

8 mars : Débarquement français à Haïphong. Les Chinois ouvrent le feu à 8 h 50 sur un LCI et à 9 h 22 sur le « Triomphant » qui ne réplique qu'à 10 h 08. ce qui coûte 36 morts et une centaine de blessés au CEFEO (*L&I*, p. 197, Blanchet in *APBJ*). Plusieurs centaines de mètres de quais sont détruits. Annulation des opérations sur l'aérodrome d'Haïphong et le port charbonnier d'Hongay.

Signature de la Convention préliminaire franco-viêtnamienne par Sainteny, Hô et son ministre des Affaires étrangères Vu Hong Khanh (VNQDD) : La République du Vietnam est un État libre avec son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances dans le cadre de la Fédération indochinoise et de l'union française. L'union des trois ky sera réglée par référendum. Accord annexe : les troupes chinoises seront relevées par 10.000 Viêtnamiens fournis par Hanoï et 15.000 Français métro. Ces derniers évacueront chaque année par cinquième (Devillers, *PSH*, pp. 148-150).

Leclerc à d'Argenlieu : « Si nous savons garder le riz et le caoutchouc de Cochinchine ainsi que les ports.. » (Devillers, *PSH*, p. 162). D'accord avec l'Amiral pour refuser l'accès au sud de délégués d'Hanoï chargés de faire appliquer le cessez-le-feu (Devillers, *PSH*, p. 163). Pas une fois dans la suite, Leclerc ne défendra l'idée de référendum.

D'Argenlieu contre un voyage d'Hô à Paris (Devillers, *PSH*, p. 169).

---

#### Les rapatriés de Hué sont arrivés à Saïgon (*Le Journal de Saïgon*, 12 mars 1946)

Le premier convoi de Français débloqués de Hué — où ils étaient pratiquement sans possibilité de contact avec l'extérieur — puisque les dernières nouvelles reçues de Hué dataient de trois mois — est arrivé à Saïgon par le *Cap Saint-Jacques*. Environ cinq cents passagers, dont une grande majorité de femmes et d'enfants, se sont déclarés très touchés de l'accueil qui leur a été fait à bord par le personnel britannique grâce à qui ils ont fait une traversée à la fois agréable et confortable.

Le voyage de Hué à Tourane s'est fait par chemin de fer sous la protection de troupes chinoises du colonel Liou Yen Ba, commandant le 4<sup>e</sup> Régiment de la 2<sup>e</sup> Division d'honneur. Un wagon entier de troupes chinoises fut accroché au train et, à Tourane, d'importants effectifs assuraient la sécurité lors de l'arrivée du convoi. On note d'ailleurs que tous les Français de Hué insistent sur l'entière sécurité dont ils ont bénéficié grâce à l'amicale collaboration des troupes chinoises.

Par suite d'incidents matériels, les rapatriés ont dû abandonner à Tourane la majeure partie de leurs bagages et ils espèrent que, grâce à la vigilance des forces chinoises, malles et valises auront été mises en lieu sûr pour être réexpédiées à Saïgon à la première occasion.

Ces bagages représentent, en effet, tout l'avoir de gens qui ont beaucoup souffert depuis un an à tous points de vue. (D.F.I.)

---

13 mars : le gouvernement français émet des réserves sur le référendum et l'évacuation des troupes par cinquième. Moutet à d'Argenlieu : organisez toute une propagande sur le thème « La Cochinchine aux Cochinchinois ! » (Devillers, *PSH*, p. 167).

18 mars : Leclerc entre à Hanoï à la tête d'environ un millier d'hommes et 300 véhicules. Sur les 13 500 Français restant à Hanoï à la rentrée 1945 (Salan), quelque 70 ont été assassinés impunément (Blanchet, *GR*, p. 62).

22 mars : revue militaire mixte à Hanoï.

24 mars : rencontre Ho-d'Argenlieu sur l'*Émile-Bertin* en baie d'Along. Leclerc est écarté de la discussion.

26 mars : interview Hô au correspondant du *Monde* André Blanchet : « Je ne suis pas pleinement heureux. Ce que nous avons obtenu n'est pas tout ce que nous voulions, et je suis un révolutionnaire, vous le savez. » (Blanchet, *GR*, p. 64).

Le Conseil consultatif de Cochinchine place à sa tête le Dr Thinh. Un de ses membres est assassiné le 29 par le Viêt Minh.

27 mars : le CEFEQ occupe, puis restitue le ministère des Finances à Hanoï (Devillers, *PSH*, p. 175).

Leclerc à Paris : « Ce n'est pas avec une petite division — et en 1946 — que l'on reconquiert un pays surexcité, armé et grand comme les deux tiers de la France... encore plus dur que la Cochinchine. »

28 mars : Henri Martin à Tourane : « Ce n'est pas une bande de pirates. C'est tout un peuple qui veut sa liberté. »

30 mars : Saïgon : 5.000 manifestants réunis à coup de piastres pour l'enterrement du Dr Phat (Devillers, *HVN*, p. 253).

1<sup>er</sup> avril : Leclerc écrit à d'Argenlieu et à de Gaulle (*L&I*, p. 396).

Rafle de 180 Tonkinois à Gia-Dinh (Saïgon) pour les mettre à la disposition des planteurs (*Trad et révo*, p. 268).

3 avril : accord militaire Salan-Giap (Devillers, *PSH*, pp. 178-9). Il semble que les Vietnamiens s'efforceront de le saboter (Devillers, *HVN*, p. 283, *PSH*, p. 197, *L&I*, p. 259).

6 avril : circulaire agressive de Leclerc dont on ignore le contenu précis (Ruscio, *CFGI*, p. 135, 143).

8-10 avril : explosion de la pyrotechnie de Saïgon et de ses 4.000 tonnes de munitions. Une vingtaine de morts. Causes incertaines (*L&I*, 360), action vietminh (Devillers, *HVN*, 253 et Franchini, 1-301 qui parle de plusieurs dizaines de victimes vietnamiennes).

10 avril : directive Valluy : « Nous pouvons être attaqués d'un moment à l'autre. [Il faut étudier dans chaque garnison un plan de protection et d'action et le] compléter au plus tôt par l'étude d'une série de mesures qui doivent avoir pour effet de modifier

progressivement et transformer le scénario, qui est celui d'une opération purement militaire, en un scénario de coup d'État » (Devillers, *PSH*, p. 179).

Nguyen Binh : formation d'un Front national unifié en Cochinchine (Devillers, *HVN*, p. 253).

11 avril : Sainteny remplacé comme commissaire au Tonkin par Valluy assisté de Crépin et Repiton-Preneuf.

15 avril : le socialiste Labrouquère, ancien prof. de droit à l'université d'Hanoï, succède à de Langlade comme secrétaire général du Cominindo (Devillers, *PSH*, p. 185).

19 avril : adresse d'Hô au congrès des minorités nationales du Sud à Pleiku (Ho Chi Minh : De la révolution. Textes choisis par B. Fall, 212).

Nguyen Binh : offensive générale en Cochinchine pour soutenir la conférence de Dalat (Devillers, *HVN*, p. 258 n).

20 avril-11 mai : conférence de Dalat (Devillers, *PSH*, p. 181. Ruscio, *GFI*, pp. 65-6).

21 avril : les Chinois provoquent un grave incident à Hanoï : 14 tués et 23 blessés français (*L&I*, p. 254n). « Lorsque notre riposte s'organise, nous recevons l'ordre de cesser le feu » (Jean Roy, *Combat*, 24-3-1947).

23 avril-26 mai : pour contrebalancer la délégation du Viet Minh, d'Argenlieu envoie à Paris une mission d'information cochinchinoise conduite par le colonel Xuan accompagné de MM. Tran Van Huu, William Bazé, Michel (administrateur de Mytho)(et non Pierre Kresser) et du *doc phu* Chên (Devillers, *HVN*, p. 259, 268-369).

25 avril : Juin rencontre Lou Han et Hô à Hanoï (*L&I*, p. 254).

28 avril : très grave incident à Haiphong (*L&I*, p. 254)

30 avril : rapport Leclerc : « Il est prudent d'envisager une révolte plus ou moins généralisée » (*L&I*, p. 254).

6 mai : conférence de Pham Van Dong devant l'Union française universitaire (Ruscio, *CFG*, p. 103).

7 mai : délégation vietnamienne reçue au siège du PCF (Ruscio, *CFG*, p. 108).

14 mai : Juin informe Leclerc que d'Argenlieu a réclamé sa révocation (*L&I*, p. 259).

27 mai : d'Argenlieu crée le Commissariat aux Populations montagnardes du sud de l'Indochine (PMSI) (Devillers, *PSH*, p. 188n) à la demande de Moutet (Devillers, *HVN*, p. 273).

Recrudescence d'incidents à Hanoï (*L&I*, p. 255).

31 mai : départ d'Hô Chi Minh pour Paris.(Devillers, *PSH*, p. 188).

1<sup>er</sup> juin : proclamation d'une République autonome de Cochinchine (Devillers, *PSH*, p. 189).

2 juin : constituantes en France : progrès du MRP, recul socialo-communiste (Devillers, *PSH*, p. 190).

8 juin : lettre de Leclerc à Maurice Schumann : « Je vous félicite du magnifique succès remporté par vous-même et par le MRP (...). En Indochine, la partie est gagnée pour la France. Il faudra encore du temps pour que l'ordre soit complètement rétabli (...). Il importe avant tout de ne pas oublier qu'Ho Chi Minh est un grand ennemi de la France (...). Nous avons en main tous les documents, télégrammes captés qui peuvent en faire foi. D'ailleurs, la prolongation de la guerre civile et les assassinats constants d'Annamites pro-français, tout ceci voulu et ORDONNÉ par lui, en est une preuve évidente. » (Georgette Elgey, *République des illusions*, pp. 161-2).

9-20 juin : dernière tournée de Leclerc au nord du 16<sup>e</sup> parallèle. Visite des mines de charbon de Campha : « Combien sont payés vos manœuvres ? » « Et dire que c'est pour cela qu'on est ici » (*L&I*, p. 363).

10 juin : les Chinois commencent à évacuer Hanoï (Devillers, *HVN*, p. 274).

12 juin : arrivée d'Ho Chi Minh à Biarritz. Tillon s'y rend à l'improviste, croyant qu'il y est séquestré (Sainteny, *Planète*, mars 1970, p. 97).

14 juin : directive Leclerc à Valluy : « Sans pousser jusqu'à la rupture, profiter au maximum des circonstances favorables pour asseoir et étendre nos positions. » Objectifs : occupation du gouvernement général et de la totalité de l'hôpital Lanessan à Hanoï, de Langson, liaisons Hanoï-Sam Neua, Hué-Savannakek... (*L&I*, p. 256).

15 juin : discours de Valluy au camp Garreau de Nam Dinh : « La France doit demeurer en Indochine. C'est une terre française. Nous devons faire quelques concessions aux chefs du Viet Minh. L'évolution des peuples l'exige (...). Les Vietnamiens sont des fats. Il faut leur donner l'illusion qu'ils sont quelque chose (...). Si vous vous trouvez en légitime défense, vous pouvez tirer. Et j'insiste : il n'est pas défendu de se trouver dans ce cas ». Ceci dit avec le sourire. Tout le monde à compris (Pierre Thomas, cité par *L'Humanité* du 22-3-1947).

18 juin : Simpson-Jones, chef de la mission britannique à Hanoï, échappe de peu à la mitraille (Devillers, *HVN*, p. 276).

18 juin : Henri Martin : « Soudain deux avions français se mettent à piquer sur les jonques et un village près de Cam Ranh (...). Pour un type tué, les légionnaires (à 40 % allemands) brûlent huit villages. »

19 juin : Bidault président du conseil.

21 juin : réoccupation des plateaux mois (Devillers, *PSH*, p. 193 ; *L&I*, pp. 256-7).

25 juin : réoccupation du gouvernement général à Hanoï (Devillers, *HVN*, p. 274, *PSH*, p. 193) malgré l'hostilité de Crépin, commissaire de la République par intérim au Tonkin (*L&I*, p. 257).

27 juin : grève générale à Hanoï contre la réoccupation des plateaux mois et du gouvernement général (Devillers, *HVN*, p. 274).

Ho Chi Minh atterrit au Bourget où il est accueilli par Marius Moutet, Paul Rivet, les époux Thorez, etc. Logé au Royal Monceau.

25 juin : Ho Chi Minh donne une réception à l'hôtel Royal Monceau au cours de laquelle il offre une fleur à chaque femme (Daloz, *GI*, 103n). Rencontre Andrée Viollis (qui lui présente Madeleine Riffaud), Daniel Guérin (qui s'inquiète du sort de Ta Thu Tau), Jean Rous, Ferhat Abbas, Paul Bernard (de la Banque de l'Indochine), David Ben Gourion....

Dalila Caselli (secr. de Cachin, Vaillant-Couturier, Thorez, Duclos) sert de secrétaire à Hô. (son secrétaire particulier serait Pham Huy Thong, selon Ruscio, *CFG*, p. 111).

## DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

### PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT

(*JORF*, 1<sup>er</sup> juillet 1946)

Délégation chargée de poursuivre en France les négociations avec le gouvernement provisoire du Viet Nam.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République, ministre des affaires étrangères, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et le ministre des armées,

Vu l'arrêté du 5 juillet 1946 instituant une délégation chargée de poursuivre en France les négociations avec le gouvernement provisoire du Viet Nam, et notamment son article 4, prévoyant la désignation éventuelle d'autres experts par un arrêté ultérieur.

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont désignés comme experts auprès de la délégation chargée de poursuivre en France les négociations avec le gouvernement provisoire du Viet Nam :

M. le professeur Baudouin, doyen de la faculté de médecine de Paris.

M. Caput, professeur de l'enseignement du cadre d'Indochine.

M. Coueslant, avocat honoraire, ancien bâtonnier à la cour d'appel d'Hanoï [ancien avocat à Haïphong, défenseur, puis (1937) directeur du contentieux de la Banque de l'Indochine, son représentant au conseil d'une dizaine de sociétés].

M. de Boissezon, conseiller d'ambassade.

M. Grunebaum-Ballin. président de section honoraire au conseil d'État.

M. le colonel Passy. état-major général de la défense nationale.

M. le professeur Jacob, membre de l'académie des sciences.

M. le colonel Lauzun état-major du général, inspecteur général de l'armée de l'air.

M. Martin, ingénieur en chef, directeur des chemins de fer d'Indochine.

M. Sergent, inspecteur des finances.

M. le docteur Trefoel, directeur de l'institut Pasteur.

Art. 2. — Le secrétaire général du comité interministériel de l'Indochine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié *au Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 18 juillet 1946.

Le Président dit Gouvernement provisoire de la République, ministre des affaires étrangères,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre des armées,

Pour le ministre et par délégation:  
Le directeur du cabinet,  
ROGER DUMAINE.

Le ministre des finances,  
SCHUMAN.

Le ministre de la France d'outre-mer,  
Pour le ministre et par délégation:  
Le directeur du cabinet,  
LOUIS MÉRAT.

---

2 juillet : Bidault reçoit Ho Chi Minh.

3 juillet : Leclerc reproche à Crépin d'agir en accord avec le Viet Minh au lieu de le prévenir simplement (*L&I*, p. 258).

4 juillet : indépendance des Philippines (*L&I*, p. 319).

5 juillet : Paul Rivet (SFIO, directeur du Musée de l'Homme) démissionne de la délégation française à la veille de l'ouverture de la conférence après écoute d'un exposé de Max André (Ruscio, *CFG*, p. 130).

6 juillet : ouverture de la conférence de Fontainebleau. (Devillers, *HVN*, pp. 289-310 et *PSH*, pp. 193-222, Ruscio, *CFG*, pp. 102-132). Max André, chef de la délégation française. Instructions de Bidault : « Obtenir toutes les garanties pour que, sur le plan extérieur, le Viêt Nam ne puisse pas devenir un nouveau pion du jeu soviétique » (article de *La Liberté*, Phnom Penh, 3-2-54, cité par Henri Azeau, *Ho Chi Minh dernière chance*, p. 163)(Repris par Doyon, *SB*, pp. 113-4 et Ruscio, *CFG*, p. 129).

Délégation vietnamienne présidée par Pham Van Dong (libéré en 1936 de Poulou-Condore par le Front populaire) avec Trinh Van Binh, le Pr Ta Quang Buu (ancien étudiant à Oxford et ancien responsable scout à l'époque coloniale), Duong Bach Mai (délégué du Congrès indochinois en France en 1936, selon Doyon, *SB*, p. 116, élu en 1937 conseiller municipal de Saïgon et qui aurait demandé par trois fois en 1945 la tête du trotskyste Ta Thu Tau selon Daniel Guérin alors qu'il était l'éphémère chef de la Sûreté vietminh à Saïgon), le Pr Ng Van Huyen (ethnographe renommé, recteur de l'université d'Hanoï, futur min. de l'Education nationale), le Pr Hoang Ming.-Giam (issu de la SFIO, ministre des Affaires étrangères) et M<sup>e</sup> Phan Anh (anc. ministre de la Jeunesse dans le gouv. Tran Trong Kim en avril 45, rallié au Viet-Minh dont il devint l'éternel min. de l'Économie).

? : les frères Tharaud : « Comment se fait-il que la France perde son temps avec un bep ? » (*Planète*, mars 1970, p. 97).

6-8 juillet : violents incidents à Hongay (Devillers, *HVN*, p. 287).

7 juillet : réoccupation de Langson par le CEFEO (*L&I*, p. 258).

8 juillet 1946 : un officier de la Sûreté d'Haïphong confie à Pierre Thomas : « Depuis le 6 mars, nous avons fait disparaître plus de 150 suspects à Haïphong et beaucoup plus

à Hanoï. Les autorités vietnamiennes les réclament. Les enquêtes n'aboutissent jamais à rien et pour cause. »

Formation de patrouilles mixtes franco-vietnamiennes (Devillers, *HVN*, p. 277. Jean Roy in *Combat*, n° 8).

9 juillet : Hanoï exporte 1.500 t de riz en Chine (Devillers, *HVN*, pp. 285-6).

10-13 juillet : le VM élimine le VNQDD à Hanoï avec carte blanche de Crépin (*L&I*, pp. 257-8).

12 juillet : conférence de presse de Ho Chi Minh (Doyon, *SB*, p. 112).

14 juillet : Défilé sur les Champs-Élysées : Ho Chi Minh au deuxième rang de la tribune officielle. À sa gauche, les généraux Juin et de Lattre (*Planète*, mars 1970, p. 22).

De Gaulle refuse à plusieurs reprises de recevoir Ho Chi Minh au grand dépit de Sainteny : ce n'est plus de ma responsabilité. Le régime est incapable de résister à une force révolutionnaire (*L&I*, p. 336).

19 juillet : Leclerc et son équipe quittent l'Indochine.

22 juillet : d'Argenlieu annonce à l'insu du gouvernement l'ouverture le 1<sup>er</sup> août à Dalat d'une conférence préparatoire d'étude sur le statut de la Fédération. Protestation vietnamienne le 26 à Fontainebleau (Devillers, *PSH*, p. 200-1). Moutet à d'Argenlieu le 28 : « Cette conférence constitue double erreur. » Selon G. Elgey, le ministre demande en vain à Bidault la tête de l'Amiral (*RI*, p. 164).

Ho Chi Minh souhaite le remplacement de d'Argenlieu par le général Legentilhomme, initiateur de la solution Vinh San, qui le rencontre avec l'autorisation de Léon Blum (*L&I*, 331, 336).

? : Des délégués vietnamiens consultent des avocats communistes chez un responsable de la section coloniale du PCF (Doyon, *SB*, p. 112, n2).

? : création de l'Association France-Vietnam (Ruscio, *CFG*, pp. 118-9).

26 juillet : contrôle français sur les navires chinois touchant Haïphong (Lanoue in *Trad et révo au VN*).

30 juil-24 août : états-généraux de la colonisation française à Paris (Ruscio, *GFI*, p. 69 et *CFG*, pp. 127-8).

31 juillet : conférence de presse de Leclerc au ministère des Armées : le CEFEQ a rétabli 400 ponts et perdu 1.200 combattants (*L&I*, p. 275).

1<sup>er</sup> au 13 août : conférence de Dalat.

1<sup>er</sup> août : la délégation vietnamienne suspend les négociations à Fontainebleau (Devillers, *PSH*, p. 202).

Offensive vietminh en Cochinchine (Devillers, *PSH*, p. 229).

Dalat : les Français se répandent en propos sur la prochaine liquidation du gouvernement d'Hanoï (Devillers, *HVN*, p. 301 et *PSH*, p. 205). Fontainebleau : même réflexion de Max André à Pham VanDong (Ruscio, *CFG*, p. 129).

2 août : Leclerc éconduit Ho Chi Minh qui est venu le rencontrer à l'Hôtel Continental et refuse quelques jours plus tard de le recevoir (*L&I*, p. 276).



3 août : Leclerc rencontre de Gaulle à Colombey.

4 août : lettre de Leclerc à Valluy : « Je me suis bagarré dans toutes les directions pour défendre l'Amiral » (menacé après la convocation de Dalat II) (*L&I*, p. 276).

7 août : attaque à Bacninh d'une colonne française montant vers Langson : 18 tués, 46 blessés français (Dalloz, *GI*, p. 111 n). Serait une réplique à des tirs français contre la population pendant des km (Devillers, *PSH*, p. 206n). (Selon Ruscio, *GFI*, p. 75, l'accrochage aurait eu lieu le 3 août et aurait nécessité l'intervention de l'aviation [Voir version J.-H. Roy dans *Combat* et de Patrice Santoni in Einaudi, p. 80].

9 août : René Dussart dénonce dans *Les Lettres françaises* les exactions dont s'accompagne la reconquête de la Cochinchine (Ruscio, *CFG*, pp. 107, 368).

13 août : lettre d'Ho Chi Minh à Thorez demandant que tous les communistes soient présents au conseil des ministres qui doit débattre le lendemain des questions indochinoises (Ruscio, *CFG*, p. 111). Le PCF réclame une date butoir pour l'organisation du référendum (Ruscio, *CFG*, p. 135).

14 août : Leclerc apprend que son fils aîné Henri a été grièvement blessé au Tonkin. Hô propose au Général de s'occuper personnellement du cas en tant qu'« oncle honoraire » (*L&I*, p. 276).

mi-août : Ho Chi Minh s'installe chez les Aubrac à Soisy-en-Montmorency avec une vingtaine de collaborateurs (Doyon, *SB*, p. 115)(11 selon Lacouture, *5 H*, p. 74).

D'anciens officiers FTP donnent une conférence sur la guérilla urbaine aux délégués vietnamiens spécialisés (Doyon, *SB*, p. 115).

Selon Ch. Tillon, d'anciens FTP ont transmis à l'état-major de Giap toute leur documentation sur les techniques de guérilla (Ruscio, *CFG*, p. 112).

17 août : général Morlière, commissaire de la République au nord du 16<sup>e</sup> parallèle (Devillers, *PSH*, p. 235).

19 août : Moutet à d'Argenlieu : pas de référendum avant le rétablissement de l'ordre. Je ne suis pas pressé. Il y aura beaucoup à faire pour obtenir un résultat favorable à l'autonomie [cochinchinoise] (Devillers, *PSH*, p. 210), et en particulier des réformes sociales et agraires (Ruscio, *CFG*, p. 132).

24 août : Henri Martin au centre--Annam : « Cette fois-ci, nous ne devons même pas arraisonner les jonques mais les couler sans sommations. »

D'Argenlieu réclame à Paris l'organisation d'un voyage en France pour Bao Dai (Devillers, *PSH*, p. 234 n).

27 août : de Gaulle et Herriot dénoncent le principe de l'autodétermination des Territoires d'outre-mer (Ruscio, *CFG*, p. 132).

29 août : Haiphong : le CEFEO déloge les Vietnamiens du commissariat de police (rapport Morlière) et du bâtiment des douanes (Ruscio, *CFG*, p. 132).

2 septembre : Ho Chi Minh : meeting salle Pleyel pour le premier anniversaire de l'Indépendance (Ruscio, *CFG*, p. 119). Ordre à Hanoï de ne pas donner un caractère anti-français aux cérémonies (Lacouture, *5H*, p. 76).

10 septembre : fin de la conférence de Fontainebleau. **Expliquer raisons de l'échec.**

11 septembre : Ho Chi Minh : conférence de presse et déclaration à l'Associated Press : il n'y a pas de discorde véritable mais divergence familiale (Lacouture, *5H*, p. 76. Devillers, *PSH*, p. 218).

Mais Hô refuse le retour au Tonkin des troupes vietnamiennes combattant au Sud (Devillers, *PSH*, p. 218).

Dîner chez Sainteny : Hô déclare à Moutet : « S'il faut nous battre, nous nous battons ; vous nous tuerez dix hommes mais nous vous en tuons un, et c'est vous qui finirez par vous lasser ( ... ). Ne me laissez pas repartir les mains vides, armez mon bras contre ceux qui veulent me dépasser. »

Hô espère en un changement de majorité lors des législatives françaises de décembre (Ruscio, *CFGJ*, p. 114).

Interview de Hô par David Schœnbrun (avant son départ de France selon Doyon, *SB*, p. 113 et Ruscio, *CFGJ*, p. 113. En octobre, selon Hémery, *Ho Chi Minh*, p. 160) : « Oui, nous allons devoir nous battre (...). Ce sera une guerre entre un tigre et un éléphant (...). Et lentement l'éléphant mourra d'épuisement et d'hémorragie. Voilà ce que sera la guerre d'Indochine. »

13 septembre : la délégation vietnamienne quitte Paris en laissant sur place trois représentants qu'elle voudrait officiels (Devillers, *PSH*, pp. 219, 222).

Nuit du 14 au 15 septembre : signature *in extremis* d'un *modus vivendi* (Devillers, *PSH*, p. 220).

16 septembre : Ho Chi Minh quitte Paris en train (Devillers, *PSH*, p. 219). Jean Rous, Francisque Gay, Bousquet et une poignée d'amis le raccompagnent à la gare (*Planète*, mars 70, p. 21).

17 septembre : Ho Chi Minh rencontre 3.000 travailleurs vietnamiens au camp de Mazargues près de Marseille (Ruscio, *CFGJ*, p. 120).

18 septembre : départ des derniers éléments chinois d'Haïphong (Devillers, *PSH*, p. 245).

19 septembre : Ho Chi Minh. embarque à Toulon sur le « Dumont-d'Urville ». Il ramène avec lui l'ingénieur cochinchinois Trần Dai Nghia, futur dir. des arsenaux (Boudarel, *AB*, p. 246) et inventeur du superbazooka SKZ (Hémery, *Ho Chi Minh*, p. 108).

22 septembre : résurgence du Comité exécutif du Nam Bo (Devillers, *PSH*, p. 230).

27 septembre : Morlière remplace Crépin comme commissaire de la République à Hanoï (*L&I*, p. 249 n).

29 septembre : d'Argenlieu et Valluy réclament le maintien à 75.000 hommes du CEFEO dont l'Amiral souhaite accélérer le « jaunissement » (Ruscio, *CFGJ*, pp. 134-5).

3 octobre : le Comindo (comité interministériel sur l'Indochine) décide l'envoi de renforts (Ruscio, *CFGJ*, p. 141).

9 octobre : perquisition et arrestation à la Sûreté vietnamienne d'Haïphong qui était intervenue contre quelques indicateurs japonais et chinois (Morlière).

13 octobre : constitution de la IV<sup>e</sup> République.

**??? Élections au Nord-VN : nomination pure et simple. Octobre 1946 : élimination des députés indésirables.**

14 octobre : Valluy envisage des opérations d'envergure à Hanoï et Hué pour février-mars 1947 (Devillers, *PSH*, pp. 230-1).

Albert Torel, ancien directeur des Affaires politiques de l'amiral Decoux (nov. 1944-mars 1945), puis commissaire fédéral aux affaires juridiques, est nommé commissaire de la République en Cochinchine en remplacement de Cédile.

15 octobre : sur ordre de d'Argenlieu, contrôle douanier sur les zones maritimes avec régime de licences d'import-export (Morlière et PSH, p. 235). Protestation vietnamienne le 20 oct.

Les Viets réorganisent la défense d'Hanoï (*L&I*, pp. 238, 290).

17 octobre : le comité exécutif du Nam Bo appelle au respect du *modus vivendi* (*L&I*, pp. 238, 290).

18 octobre : rencontre Ho Chi Minh-d'Argenlieu en baie de Cam Rahn.

19 octobre : d'Argenlieu à Bidault et Juin : « Neutraliser par notre riposte à Hanoï et en Annam les facteurs responsables des agitations subversives et terroristes du Sud » (Devillers, *PSH*, p. 232).

20 octobre : retour triomphal d'Ho Chi Minh à Hanoï.

28 octobre : gouvernement d'Hanoï transformé en gouvernement de bloc national à prépondérance VM. Deuxième session de l'Assemblée nationale vietnamienne : elle ne comprend plus que 291 membres sur les 444 de janvier. Les autres ont été arrêtés pour crimes de droit commun (Elgey, *RC*, p. 429).

30 octobre - 0 h. : entrée en vigueur du *modus vivendi*. Restitution à la France de l'Institut Pasteur d'Hanoï après pillage et assassinat de son dernier employé vietnamien (Fr, *GI*, 1-334).

31 octobre : la France libère 150 prisonniers politiques (Devillers, *PSH*, p. 237).

8 novembre : les Viêts proclament l'état d'alerte dans la zone maritime Haïphong-Hongay : les *tu ve* ont ordre de prendre les dispositions de combat en cas d'incident douanier (Devillers, *HVN*, p. 331).

9 novembre : suicide du Dr Thinh, 1<sup>er</sup> ministre cochinchinois.

10 novembre : législatives en France. Le PCF redevient le premier parti de France.

11 novembre : Ho Chi Minh proteste auprès de Bidault contre le contrôle douanier : son télégramme retardé par Valluy n'arrive à Paris que le 2 décembre (Devillers, *PSH*, p. 246).

13 novembre : d'Argenlieu quitte le Viêt Nam pour Paris.

15 novembre : grève des 3.000 ouvriers des cotonnières de Nam Dinh contre un arrêté français augmentant le prix des textiles (Devillers, *HVN*, p. 329. Franchini, 1-336-7).

16 novembre : Valluy se plaint des entraves du Viêt Minh au *modus vivendi* (Devillers, *PSH*, p. 246).

17 novembre : le Siam (Thaïlande) restitue les territoires cambodgiens et laotiens annexés en 1941 (Lanoue, *Trad et révo*, p. 286).

Note viêt prescrivant d'éviter toute provocation (Franchini, 1-337).

Un lieutenant viêt tire au revolver sur un sous-officier français en plein centre d'Haïphong (Elgey, *RI*, p. 165).

19 novembre : la douane française d'Haïphong saisit deux embarcations viêt qui s'opposaient à l'arraisonnement d'une jonque chinoise « de contrebande » (d'après récapitulatif viêt cité par Lanoue, *Trad & révo*, pp. 272-3). **VM : enlèvement de deux Français et refus de les restituer.**

20 novembre : Haïphong

8 h 30. À terre, un détachement commandé par le lieutenant Jumeau (qui, à Dalat, en mai 1951, fera exécuter 20 prisonniers <sup>1</sup> en réponse à l'assassinat d'un inspecteur) tente de récupérer les fûts d'essence déchargés de la jonque pendant la nuit tandis qu'un LCI tente d'arraisonner ladite embarcation. Riposte et réplique. Les Viêt attaquent un Dodge censé se rendre au marché en mission de ravitaillement faisant trois prisonniers dont deux blessés. Intervention des blindés français. Barricades.

11 h : intervention de la liaison franco-viêt namienne. Apaisement.

11 h 50 : télégramme du colonel Dèbes (commandant la place) à Morlière (commissaire de la République à Hanoï) portant uniquement sur l'attaque du Dodge.

Dèbes exige pour 14 h l'enlèvement des barricades et le retrait des Viêts du quartier chinois qui fait tampon entre les quartiers français et viêts.

14 h : envoi d'un bulldozer appuyé par des blindés contre les barricades. Engrenage de violences.

15 h 30 : offensive française.

16 h 20 : ordre de Morlière : pas d'escalade. S'en tenir à des mesures de protection.

18 h : le CEFEO s'empare du théâtre, position stratégique à la jonction des trois quartiers.

Accord Lami-Nam à Hanoï : cesser le feu immédiat et retour aux positions initiales avant le lendemain matin. 20 h : Morlière renouvelle ordre de cesser le feu.

21 novembre :

10 h : la commission mixte arrive d'Hanoï. Dèbes refuse d'appliquer les ordres.

16 h 45 : accord Herkel-Nam : cesser-le-feu, retour des blindés français dans leurs casernes, libérations des prisonniers (y compris les Viets capturés avant le 20).

17 h 52 : Valluy (Saïgon) à Dèbes : profiter de l'incident pour améliorer notre position. Exiger retrait complet des Viêts de la ville.

19 h 40 : Valluy informe Paris (Devillers, *PSH*, p. 249).

Embuscade près de Lang Son : 8 morts et 5 blessés français, une cinquantaine de Viêts tués (Devillers, *HVN*, p. 338, *CFGI*, p. 138, Franchini, p. 1-339).

---

<sup>1</sup> 14 hommes et 6 femmes (*Temps modernes*, août-septembre 1953, p. 346 n).

Saïgon : interdiction pour un mois de la presse unioniste (Devillers, *HVN*, p. 326 n).

22 novembre :

9 h 55 : Morlière propose une solution moyenne à Valluy : on conserve le théâtre et le quartier français, quartiers viêts aux Viêts, neutralisation du quartier chinois. Car la conquête de la ville exigerait sa destruction partielle par l'artillerie et marquerait la rupture complète des accords du 6 mars et 15 septembre.

17 h : Valluy à Morlière et Dèbes : « Le moment est venu de donner une dure leçon à ceux qui nous ont traîtreusement attaqué. »

Le CEFEO s'oppose à la remise en état par les Viêts de la ligne téléphonique Hanoï-Haïphong (Lanoue, *Trad & révo*, p. 275)

18 h 40 : nouvelle mise en garde de Morlière à Valluy : le feu a cessé depuis hier 14 h 30 et le reste du Nord-Viêt Nam est calme.

23 novembre :

7 h : ultimatum Dèbes.

Vers 10 h 15 : **début des pilonnages terrestres et navals sur Haïphong.**

12 h 50 : Dèbes informe Morlière de l'ultimatum matinal.

15 h 56 : réunion du cominindo à Paris : exposé de d'Argenlieu sur la Cochinchine. Il semble qu'on ait peu parlé d'Haïphong.

20 h : Henri Martin est à bord du *Chevreuil*, un des trois avisos en action : « Des incendies rougeoient partout dans le ciel. Je n'entends plus rien car j'ai les oreilles endormies par le bruit du canon (...). Des chasseurs piquent sur la ville. »

24 novembre : d'Argenlieu à Valluy : « J'approuve entièrement » (Devillers, *HVN*, p. 341, *PSH*, p. 254).

25 novembre : contre-offensive viêt sur l'aérodrome de Cat Bi (Haïphong). Saisie d'anciennes instructions françaises agressives.

Giap demande une entrevue à Morlière que celui-ci repousse au 27 sur ordre de Valluy qui durcit encore les conditions (Devillers, *HVN*, pp. 338-9).

Nouvelle bataille à Lang Son (Franchini, 1-341).

26 novembre : Sainteny arrive à Saïgon mais Valluy lui conseille d'attendre avant de se rendre à Hanoï (Devillers, *HVN*, p. 344).

Nam Dinh : les Viêts lèvent les barricades mais poursuivent la grève (Devillers, *HVN*, p. 338). Le CE du VM décide que Hô passera les nuits à l'extérieur d'Hanoï (*L&I*, p. 291).

27 novembre : Valluy à Défnat : pertes viêtnamiennes très sévères (Ruscio, *CFG*, p. 137). L'amiral Battet, arrivé sur le *Suffren* après la bataille, parlera de 6.000 morts (interview à Paul Mus in *Témoignage chrétien*, 10-2-1950). Léon Boutbien (après enquête en janvier 1947) et les Viêtnamiens parleront de 20.000 (Lanoue, p. 281). Moins de 100, selon certains officiers français.

28 novembre : Démission du gouvernement Bidault (Devillers, *HVN*, p. 342).

500 parachutistes et une colonne blindée reprennent l'aéroport de Cat Bi

Il n'y a pas de journalistes sur place et les dépêches exposant le point de vue adverse (presque toutes de l'A.P.) sont retardées en transmission (Devillers, *HVN*, p. 358).

29 novembre : réunion du Cominindo : Bidault craint la contagion pour l'empire français. Malgré les réserves du général Humbert (Devillers, *PSH*, pp. 257-8). on précipite l'envoi de renforts (Ruscio, *CFGI*, pp. 140-1).

Hanoï : « Lorsque les événements d'Haïphong ont été connus, le Cne P., commandant une Cie lourde du 6<sup>e</sup> RIC chargée de la garde du terrain d'aviation, est allé sur la digue du pont Doumer avec une partie de son unité motorisée équipée de mitrailleuses. Il ordonna des tirs systématiques de ses armes lourdes sur les passants. Il y aurait eu beaucoup de victimes selon certains de ses subordonnés honteux de leur forfait. On s'attendait à des sanctions exemplaires mais il n'y a rien eu. » (*Pierre Thomas, CI*, p. 105).

30 novembre : l'assemblée nationale vietnamienne sollicite l'arbitrage du Parlement fr. (Devillers, *HVN*, p. 340).

2 décembre : retour de Sainteny à Hanoï. Giap l'attend à l'aérodrome (Devillers, *HVN*, p. 347).

3 décembre : rencontre Sainteny-Hô mais plus de tête-à-tête : les Viêts acceptent que l'usine électrique soit gardée par un corps mixte (Devillers, *HVN*, p. 347, *L&I*, p. 284).

5 décembre : Valluy à Sainteny : exiger d'Hô l'enlèvement des blockhaus, mines et autres barricades à Hanoï et l'ouverture de la route d'Haïphong (Devillers, *PSH*, pp. 272-3).

Une opération de police se prépare contre les éléments xénophobes du gouvernement d'Hanoï, confie Sainteny au vice-consul américain qui fait ressortir le risque d'installer un gouvernement fantoche : la mise au pas prendra beaucoup plus de temps que vous ne le croyez (Devillers, *PSH*, pp. 268-9).

700 légionnaires débarquent à Tourane pour prendre le contrôle de l'aérodrome-relais entre Saïgon et Hanoï. Le VM l'encercler et coupe le 14 la route de Hué (Devillers, *HVN*, p. 349).

Note de Leclerc : « En résumé, n'ayant pas les moyens de briser par les armes le nationalisme vietnamien, la France devait chercher par tous les moyens à faire coïncider ses intérêts avec ceux du VN (...) Il semble malheureusement qu'une méthode essentiellement différente soit employée depuis quelques mois. » (Devillers, *PSH*, p. 271).

6 décembre : Valluy à Paris : étant donné la violente passion antifrançaise des troupes vietnamiennes instruites dans la haine et le mépris des Français, j'ai le devoir d'avertir le gouvernement du caractère presque fatal de la rupture. Il faut se presser car notre situation se détériorera à partir de février 47 (Devillers, *PSH*, pp. 273-5).

Le caodaïste Lê Van Hoach succède à Thinh comme Premier ministre de la Cochinchine (Devillers, *PSH*, p. 281 n). Il est logé dans l'ancien et modeste hôtel des transmissions alors que le commissaire de la République, Torel, est installé au palais Norodom (*L&I*, pp. 364-5).

Appel radiodiffusé de Hô à l'Assemblée nationale française : retour à la situation du 19 novembre en vue de l'application du *modus vivendi*. Le 7, message à V. Auriol, réélu président de l'Assemblée nationale.

7 décembre : Bernard Dranber (Paris-Saïgon), un des deux seuls journalistes français reçus par Hô entre le 20 septembre et la rupture : « Les événements politiques n'autorisent pas l'optimisme (...). Cette guerre, nous voulons à tout prix l'éviter. Si on nous l'impose, nous la ferons. » Mêmes propos de Giap (Devillers, *HVN*, pp. 347-8, *PSH*, p. 270-1, *Trad. et révo*, pp. 262-4).

Le vice-consul américain ménage une rencontre entre Hô et un haut-fonctionnaire du département d'État (Moffat) accompagné de journalistes US (Devillers, *PSH*, p. 269).

La Sûreté vietnamienne multiplie les arrestations parmi les membres du VNQDD soupçonnés de connivence avec les services spéciaux français (Devillers, *HVN*, p. 351).

D'Argenlieu et Sainteny négocient effectivement-en sous-main avec des nationalistes de droite (Devillers, *PSH*, pp. 289, 301-2, 312, 342). Parmi eux, probablement Ngo Dinh Diem (Guillain, *Orient extrême*, 142).

Giap : les préparatifs d'attaque doivent être terminés pour le 12 (Devillers, *HVN*, p. 349, *PSH*, p. 289).

Pignon (Saïgon) : ordre d'insurrection générale dans le Sud doit être bientôt donné par allocution radiodiffusée de Hô. Réponse de Sainteny : un sabotage de radio Bac Mai serait difficile et inutile (Devillers, *PSH*, pp. 276-7).

8 décembre : rapport de l'amiral gaulliste Barjot : au lieu de se concentrer comme prévu au Sud, d'Argenlieu et Valluy ont frappé au Nord (Haïphong). Résultat : Giap a averti Ng Binh qu'il y aurait un ordre d'insurrection générale en cas d'agression française à Hanoï (Devillers, *PSH*, p. 277-8). Juin désapprouve le 13 la note Barjot : trop politique (Devillers, *PSH*, p. 287).

Paris : ordre à Valluy de temporiser.

Vu l'agressivité persistante des Viêts et l'insuffisance des effectifs du CEFEO, Valluy propose d'éviter les provocations, de regrouper les moyens sur Hanoï et Haïphong et de négocier la réouverture de l'axe entre ces villes en échange de l'évacuation de Phu Lang Thuong, Bac Ninh et Nam Dinh (Ruscio, *CFGJ*, pp. 141-2).

10 décembre : Léon Blum dans Le Populaire : un moyen et un seul, accord sincère sur la base de l'indépendance (Devillers, *HVN*, p. 342-3, *PSH*, p. 285-6).

Sainteny : le régime VM s'est imposé mais il est jeune et comme tout régime totalitaire, il peut s'effondrer à la première défaite sérieuse (Devillers, *PSH*, p. 290).

Comité central des fonctionnaires pour le Salut de la Patrie : ordre d'évacuer d'Hanoï femmes et enfants (Devillers, *HVN*, p. 350).

11 décembre : Moutet à Valluy : impossible d'augmenter les effectifs du CEFEO ni de tolérer la situation actuelle. Proposez à Hô de le débarrasser de ses éléments extrémistes (Devillers, *PSH*, pp. 280-1). Mais cette option a déjà été abandonnée.

12 décembre : Bidault à Valluy : surpris de la subite dégradation au Nord dont vous me faites part le 6 (Devillers, *PSH*, p. 279).

13 décembre : les préparatifs VM s'étendent aux quartiers mixtes d'Hanoï (Devillers, *HVN*, p. 351).

14 décembre : Cominindo-Paris : Le Puloch, envoyé de Valluy, plaide pour une action militaire immédiate : le gouvernement viêt ne survivrait pas à une évacuation d'Hanoï. Messmer préconise plutôt de jouer sa division Hô-Giap (Devillers, *PSH*, p. 286).

15 décembre : Hô confie à Sainteny un message à Léon Blum qui ne parviendra que le 20 à Paris assorti des commentaires acides de Valluy (Devillers, *HVN*, pp. 351-2, *PSH*, p. 292).

16 décembre : investiture de Léon Blum à la tête d'un gouvernement socialiste homogène. Moutet garde les Territoires d'outre-mer.

Valluy convoque discrètement à Haïphong Débes, Morlière et Sainteny : « Si les nhacs veulent la guerre, ils l'auront. » (Devillers, *PSH*, p. 293)(le 17-12 selon Devillers, *HVN*, p. 352).

Valluy donne l'ordre de balayer les barricades à Hanoï bien qu'à cette date, elles étaient selon Mortière essentiellement limitées à la ville indigène et ne gênaient pas l'action de nos troupes dans la ville française (Devillers, *PSH*, p. 294).

17 décembre : près de Cu Chi (30 km de Saïgon) : 4 Cies françaises contre 300 viêts (Lanoue in *Trad. et révo.*, p. 282).

Pignon à Paris : la solution est bien au Nord dans l'élimination du parti VM (Devillers, *PSH*, pp. 293-4).

Morlière commence l'enlèvement annoncé des barricades d'Hanoï. Attaque d'un camion de ravitaillement : le chauffeur et ses deux camarades sont « sauvagement massacrés ». En représailles : incendie des maisons censées abriter les *snippers*, 15 Viêts tués (Devillers, *HVN*, p. 352).

18 décembre, 7 h : un para tué et un autre blessé lors d'une fouille dans un quartier viêt pour retrouver le corps d'un soldat assassiné le 12. Une vingtaine de Viêts tués. Barricades. Réoccupation des ministères des Finances et des Communications d'où des coups de feu auraient été tirés contre une voiture française. Sainteny fait balayer les barricades au bulldozer (Devillers, *HVN*, p. 352, *PSH*, p. 296). Provocation de Valluy ? (Devillers, *PSH*, p. 293). Bilan des deux jours : 70 Viêts tués (selon Ruscio, *CFGI*, p. 142) Le maire d'Hanoï invite les consuls étrangers à constater les dégâts (Franchini, 1-354).

Blum : télégramme à Hô l'avertissant de l'arrivée de Moutet (Ruscio, *CFGI*, p. 152).

Lettre de Morlière à Nam l'avertissant que les Français prendront en main le maintien de l'ordre à Hanoï à partir du 20 déc. et réclamant le désarmement des Tu Vé comme témoignage d'intentions pacifiques (*L&I*, p. 292). Morlière très évasif sur le contenu de cette lettre dans son rapport du 10-1-47 (Chaffard, pp. 51, 53). Message dans le même sens du Cdt Fonde (d'après Giap cité par Ruscio, *CFGI*, p. 143).

Idem Sainteny à Hô (selon Franchini, 1-354).

Hô : interview à M. Ageorges de l'AFP (Lacouture, *5 H*, p. 83).



## Hanoï : vêpres siciliennes à la mode Viêtminh

Nuit du 18 au 19 décembre : Hô rédige l'Appel à la résistance nationale auquel Le Duc Tho apportera de menues modifications (selon Vu Ky, secrétaire particulier d'Ho Chi Minh, cité par Pierre Brocheux dans *L&I*, p. 293).

19 décembre : Morlière reçoit Nam auquel il redemande le désarmement des Tu Vé en l'assurant de l'absence de projet français agressif (Devillers, *HVN*, p. 354, *PSH*, p. 296)(Rien dans rapport Morlière, 10-1-1947).

Réouverture route Hanoï-Haïphong : Henri Leclerc à nouveau blessé (*L&I*, p. 288)

Le CE du VM avertit dans la matinée les secrétaires de province et les commandants des douze zones stratégiques qu'il rejette l'ultimatum et qu'il faut donc se préparer à une attaque française sous 24 h (d'après Vu Ky confirmé par le gal VTV, *L&I*, pp. 293, 291).

Sainteny, qui s'apprête à réoccuper le gouvernement général abandonné en septembre 45 (Devillers, *PSH*, p. 303n), repousse au lendemain une demande de rencontre formulée par Giam à 9 h 30 (Devillers, *HVN*, p. 354, *PSH*, p. 296). « Hum ! Eh bien battons-nous », s'exclame Hô en apprenant la nouvelle (Vu Ky in *L&I* 293). Il écrit néanmoins à Sainteny : « En attendant la décision de Paris, je compte sur vous pour chercher avec M. Giam une solution en vue d'améliorer le climat » (Devillers, *HVN*, p. 344).

Par souci d'apaisement, Morlière accepte à la demande de Giap de déconsigner ses troupes (Devillers, *HVN*, p. 354, *PSH*, p. 297). Morlière dit seulement que la troupe était normalement déconsignée jusqu'à 21 h (Rapport du 10-1-1947 in Chaffard, p. 53).

Réunion jusqu'à 15 h15 de Hô, Giap, Le Duc Tho et Truong Chinh : l'attaque sera déclenchée ce soir à 20 h à la centrale électrique. Giap lira solennellement l'Appel à la résistance après le début de la bataille (Vu Ky, *L&I*, p. 293). **On comprend dès lors enfin la raison des décalages dans les actions viêts : il s'agissait non de cafouillages mais de faire croire à l'opinion, et d'abord à l'opinion viêt, que les Français étaient responsables de l'attaque, ce qui eut été impossible en cas d'insurrection simultanée sur tous les fronts.**

16 h : le général VTV ordonne aux responsables militaires d'Hanoï de fixer les signaux de déclenchement du feu : « Tout le monde était très satisfait parce qu'on allait combattre et se décharger de son trop-plein de haine comprimé depuis si longtemps » (VTV n'en rend pas moins les Français responsables de l'attaque !) (*L&I*, p. 291).

17 h : Morlière reconsigne ses troupes « à la suite de renseignements obtenus en partie de source personnelle » (Chaffard, p. 53).

Selon Devillers, Giap avait annulé l'attaque en considération de la déconsignation des troupes et de l'arrivée imminente de Moutet. Et c'est cette reconsignation, consécutive à un renseignement périmé antérieur à l'annulation, qui aurait entraîné une reprogrammation de l'attaque et en expliquerait les imperfections (Devillers, *HVN*, pp. 354-5 et *PSH*, p. 297 suivi par Ruscio, *CFG*, p. 143 et *GFI*, p. 85). Cette thèse déjà peu vraisemblable est désormais clairement infirmée.

Vu la méfiance des communistes pour les sociaux-traîtres, on peut d'ailleurs penser que l'investiture d'un gouvernement socialiste homogène et de transition suivie de la reconduction de d'Arquenlieu connue à Hanoï dès le 18 décembre (Devillers, *HVN*, p. 350-1, 353) et de Moutet, n'étaient pas de nature à rassurer outre mesure le VM, non plus que la faiblesse du pouvoir parisien devant les responsables locaux.

18h30 : Nam : lettre courtoise à Morlière (Devillers, *HVN*, p. 355, *PSH*, p. 308).

20 h : attaque viêt à Hanoï.

21 h 30 (Devillers, *HVN*, p. 357) ou 22 h (Devillers, *PSH*, p. 298) : Giap lance l'Appel de Hô à la Résistance (diffusé dans la matinée du 20 selon *L&I*, p. 417).

22h30 : attaque d'Haiduong (Devillers, *PSH*, p. 308).

20 décembre :

Attaque viêt à Phu Lang Tuong (1 h 30), Hué et Bac Ninh (2 h), Pont des Rapides (5 h) (Devillers, *HVN*, p. 357, *PSH*, p. 308).

2 h : Valluy informe Paris.

Après-midi : Blum et Moutet à Ho Chi Minh : « Au moment où Marius Moutet s'apprête à partir (...), nous apprenons que des actes d'hostilité grave ont eu lieu (...) Nous insistons vivement pour que des ordres soient immédiatement donnés d'arrêter les hostilités (...). Aucune violation ne peut être acceptée » (Devillers, *PSH*, p. 299). C'est déjà la priorité au rétablissement de l'ordre qui se dessine.

Valluy à Juin : il semble pour le prestige de la France que la demande de suspension d'armes doive émaner du VM (Devillers, *PSH*, p. 300). « 12 civils assassinés dans la nuit et la journée dont 4 jetés vivant dans brasier incendie Imprimerie d'Extrême-Orient, 2 trouvés ligotés et lardés coups de couteau et mutilés, deux femmes sexagénaires tuées balles front bout portant » (Devillers, *PSH*, p. 309).

Au total, sur plus de 7.000 civils français à Hanoï dont une majorité d'Eurasiens (Morlière), il y aura de 40 à 60 tués et environ 200 otages (selon Mus, Devillers, *HVN*, p. 347, Salan, *Mémoires*, 2-41, Ruscio, *CFG*, p. 144n). Parmi les otages, l'ancien président de la cour d'appel Morché, auteur d'un rapport sur les événements de 1930 publié par Andrée Viollis dans *Indochine SOS* (pp. 207-216), ami de nombreux nationalistes et domicilié dans un quartier vietnamien. Il mourra durant sa détention après avoir légué sa bibliothèque par testament à l'Université populaire de la résistance (Chaffard, pp. 53-54). Des chiffres fantaisistes de victimes ont été lancés, par exemple 300 tués et 500 disparus sur 3.000 Français dont 2 200 métis (Guillain, *OE*, p. 134).

Les Français ne sont pas en reste : « Dans la confusion des premiers jours, admettra Léon Pignon, certains excès ont pu être commis à Hanoï par les civils et par les troupes » (Devillers, *PSH*, p. 333).

21 décembre : appel radiodiffusé de Hô : « Le 19 décembre, à 20 h, les colonialistes français attaquaient Hanoï capitale du VN » (recueil Fall 222-4. Version épurée : *HVN*, p. 357 n) : Ng Binh déclenche alors l'insurrection en Cochinchine (Devillers, *HVN*, p. 357), sans grand résultat (Devillers, *PSH*, p. 314).

Morlière libère un officier VM qui transmet le message de Blum à Hô (Devillers, *PSH*, p. 302).

22 décembre (dimanche) : Blum envoie Leclerc en mission d'inspection (Devillers, *PSH*, p. 316).



Cadavres de neuf Chinois assassinés par le Viêtminh à Hanoi, le 19 déc. 1946



Cadavre d'un commerçant. Les Viêtminh ont arraché ses dents en or avec un tournevis



Gardien de l'Institut Pasteur. Hanoï, 19 déc. 1946  
L'établissement a été méthodiquement saccagé  
[www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Institut\\_Pasteur\\_Hanoi.pdf](http://www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Institut_Pasteur_Hanoi.pdf)



Cadavre d'un Français assassiné par les hommes d'Ho-chi-minh.  
Photos extraites de l'album d'un militaire du CEFEQ. Coll. Gérard O'Connell.

Liste des disparus à Hanoï et autres localités tonkinoises  
depuis les événements du 19 décembre 1946  
et n'ayant pas donné de nouvelles à la date du 4 octobre 1947  
(L'Indépendant, Le Paysan, hebdomadaire cochinchinois, 22 novembre 1947)

Noms et prénoms	Adresses	Nb personnes	Observations
ARRETEAU André, 56 ans, sous-inspecteur de la Garde indochinoise, employé au Service social, habitant chez M. Louzier (Grands Travaux d'Ext.-O.)	30, bd Carreau	1	Présumé assassiné dans l'immeuble des G.T.E.O. et enterré à la G. I.
M <sup>lle</sup> BADET Annet, 24 ans	Khâm-Thien	1	
M <sup>me</sup> TRAN-THI-BANG, 50 ans, mère de M <sup>me</sup> Bonfils	168, route de Huê	1	
M <sup>me</sup> BAZIN (mère de Bazin Bac Ninh)	Khan-Thien	1	
BARRELEY, sous-officier en retraite, entrepreneur privé	115, route Mandarine	1	
BYRON Valodassarri, gardien en S.I.E.	Habitant près de l'abattoir	1	
M <sup>me</sup> V <sup>ve</sup> CANDELON et 3 enfants	10, rue Be-bun-Vi	4	Denise, Yvonne, Alice
CELLIER P. (Sûreté)	16, Alexandre-de-Rhodes	1	
DANG-VAN-CHI, Cie du Yunnan	7, rue Pavie	1	
COLANI Lucien Henri	56, route Mandarine	1	
M <sup>lle</sup> DEMATHIEU Jeanine	Village Van-Ho derrière rue Nielé	1	
M <sup>me</sup> et M. DEREUSE	Se trouvaient à Dong-Triêu	2	
DUDOIGNON Léon, 18 ans	64, rue Armand-Rousseau	1	
FONDEUR Robert, employé à la Délégation municipale	10, Alexandre-de-Rhodes	1	
GESBERT Maurice (Sûreté)	14, rue Sœur Antoine	1	
GIRARD Charles	Chemin de fer Vinh	1	
M <sup>me</sup> GRAS et son neveu	86, rue Le-Loi	2	
HUSIAUX et famille	Idgo Yên-Bhu	5	

KHAN Aléas, née Ng.-thi-Ty et 3 enfants	Village Thanh-Nhan	4	Gardien bibliothèque
Docteur KELLER	1, rue Jabenille	1	Présumé tué côté Bach-Mai
LEBESQUE, chef d'atelier de la Soc. Indoch. d'Électricité., 55 ans		1	Signalé par M. Ellendt P. T. T.
M <sup>me</sup> V <sup>ve</sup> LEBEDIEEFF née Ng.-thi Nghia	164, rue Le-Loi	1	
LONNAIS Yvonne (26 ans)	Kham-Thiên	1	
LORMIER Robert (22 ans)	Impasse Luro	1	
M <sup>me</sup> MATHIEU	48, rue Nielé	1	
PRAGASSAM Mariue Fam, 4 personnes	64, rue Nielé	4	Déclaration de Simone Marie
KHAN Khandy, née Ng.-thi-Hai, 3 enfants	Poste Phuong liet	4	Gardien mairie
Jeanne Ng.-thi-LANG, 10 ans et 2 frères de 8 et 2 ans	9, voie 96	3	
M <sup>me</sup> V <sup>ve</sup> OLLIVIER et 3 enfants	51, rue Duvigneau	4	
PHUONG Jean, agent de la Cotonnière	26, bd Carreau	1	Présumé tué le 20-12-46 du côté Bach-Ma
PEREIRA Vasco (Sûreté)	10, rue Sœur-Antoine	1	
M <sup>me</sup> PROTOPAPAS	—	1	
REVUE Jean-Louis, 25 ans, Arsenal	8, rue Gauducheau	1	
M <sup>me</sup> RIMBEAU née Le-thi-Lien, épouse d'un contrôleur des Douanes en congé à Toulon	6, rue du Pont en Bois	1	
SIMON Pierre, 15 ans	6, impasse Harmand	1	Déclaration du père
SECK M. Haye, 38 ans	7, village Ngu-Xa derrière Blockhaus nord	1	
THIBAUT Félix et 4 enfants	Etat-civil mairie	5	Ont quitté Hoa-Binh le 31-12. A été vu par M. Phan Cat Luyen à Hoa Lac (15 km. Son Tay le 21-2-47)
VOLPI Jean	36, bd Carreau	1	
WOLFF (Sûreté)	4, rue Jacquin	1	Famille à Hoa-Binh (serait décédé)

Total		66	
-------	--	----	--

23 décembre :

Blum à l'Assemblée : la possession coloniale ne trouve sa véritable justification que le jour où elle cesse. « Mais avant tout doit être rétabli l'ordre pacifique » (Devillers, *PSH*, p. 317). C'est donc à tort que Ruscio fait de Moutet le promoteur de la priorité au rétablissement de l'ordre (Ruscio, *CFG*, p. 153).

P. Larivière (anc. du 5<sup>e</sup> bureau-pacification en Cochinchine) nommé maire d'Hanoï (Devillers, *PSH*, p. 311).

Hô à Blum :

— en réponse à la nouvelle des blessures de Sainteny : « J'ai échappé par miracle aux balles des troupes françaises assaillant ma résidence » ; selon Devillers, en effet, grâce à la défense héroïque de ses troupes, Hô a pu fuir le 20, en début d'après-midi, sa résidence assaillie (*HVN*, 356), à moins que ce ne soit dès l'aube (Devillers, *PSH*, p. 298). En réalité, nous savons qu'il avait quitté Hanoï le 19 au soir vers 19 h comme il le faisait depuis le 26 novembre (Vu Ky in *L&I*, p. 294). C'est donc justement que Valluy affirmait qu'Hô avait quitté Hanoï avec tous ses ministres dans l'après-midi du 19 (Devillers, *PSH*, p. 300, 309).

— en réponse à la demande qu'il fasse cesser le feu : ordonnez vous-même le retour des forces françaises d'Hanoï aux positions du 17 et l'arrêt des combats (Devillers, *PSH*, pp. 302-3).

25 décembre : Sainteny à d'Argenlieu de retour le 23 à Saïgon : résistance VM beaucoup plus opiniâtre que prévu (Devillers, *PSH*, p. 303).

Moutet à Saïgon.

29 décembre : Hanoï :

Arrivée de d'Argenlieu qui, voulant prévenir tout contact avec le VM., a persuadé Moutet d'attendre (Devillers, *PSH*, pp. 311-6). « Aussitôt que la sécurité de nos troupes sera assurée », retour à la négociation, annonce le ministre (Devillers, *PSH*, p. 316).

Arrivée de Leclerc avec Crépin et Massu. À la demande (entre autres) de ce dernier (*L&I* 287-9), Leclerc réclame la tête de Morlière au ministre de la Défense Le Troquer.

Messages de Hô à Blum, Moutet et Leclerc (Devillers, *PSH*, p. 317).

30 décembre : Pignon, conseiller fédéral aux Affaires politiques, pousse au rétablissement de la monarchie (Devillers, *PSH*, p. 315).

31 décembre : offres VM de réouverture des négociations (Ruscio, *CFG*, p. 146, Devillers, *PSH*, p. 321).

Au total, sur toute cette année 1946, les pertes françaises s'élèvent à 3.500 tués et au moins autant de blessés. A Paris, pourtant, on pense qu'il ne s'agit là que d'opérations de police. En réalité la France se trouve engagée, sans en avoir encore conscience, dans une véritable guerre ([perso.wanadoo.fr/sdonac32/indo.htm](http://perso.wanadoo.fr/sdonac32/indo.htm)).

1<sup>er</sup>-2 janvier : d'Argenlieu se prononce publiquement contre tout dialogue avec le VM (Devillers, *PSH*, pp. 318-9) comme il l'a fait devant divers responsables depuis le 24/12

2 janvier : Leclerc d'accord pour rencontrer Hô (Devillers, *PSH*, p. 318) mais il lui faut l'autorisation de Moutet qui n'arrive via Phnom Penh et Vientiane que juste après l'envol du Général pour Lang Son, Haïphong... (Devillers, *PSH*, p. 320).

Moutet, que frise la fusillade et la canonnade (Franchini, 1-358), ne reste qu'une trentaine d'heures. Son entourage est divisé : Boutbien pour l'arrêt des hostilités, Messmer contre. « Avant toute négociation, répète le ministre, il est aujourd'hui nécessaire d'avoir une décision militaire. » L'offre radiodiffusée de Hô le 1<sup>er</sup> janvier d'une rencontre à Hanoï est jugée peu sérieuse et le ministre n'apprendra qu'ultérieurement que Hô lui a adressé un paquet intercepté par d'Argenlieu contenant un historique des relations franco-vietnamiennes (également remis à la Chine et aux E.-U.) accompagné d'une lettre (Devillers, *PSH*, p. 321).

Moutet n'y voit qu'un argument de propagande (Elgey, *RI*, p. 253). Il demande des renforts (Ruscio, *CFG*, p. 153).

6 janvier : Morlière arrive à Saïgon où il apprend sa révocation. Il ignore que Moutet en a été informé la veille par Leclerc à Nhatrang.

7 janvier : Morlière rencontre Moutet qui lui demande un rapport sur l'affaire d'Haïphong dont il n'aurait perçu l'importance que de manière confuse. Le général restera au placard jusqu'en 1953 et son rapport ne sera publié qu'en 1969 par Chaffard.

8 janvier : Leclerc à Léon Blum : notre politique devra consister à opposer au nationalisme VM existant un ou plusieurs autres nationalismes. Où ? Quand ? Avec qui se fera l'accord ? La difficulté saute aux yeux. Néanmoins, plus l'effort militaire accompagnant notre politique sera puissant, plus cette solution sera possible et rapide (*L&I*, pp. 378-382)(!).

9 janvier : dissolution du cominindo

Rétablissement de l'axe Hanoï-Haïphong : « La jonction est établie avec les légionnaires partis d'Haïphong. Ils sont intarissables sur leurs faits d'armes et les statistiques de Viêts envoyés au tapis. Derrière eux, comme derrière nous d'ailleurs, les villages flambent. Les soldats savourent la griserie de la victoire et le plaisir de brûler, de fouiller, récupérer. Les riches Annamites et Chinois avaient, avant leur fuite, enterré ou camouflé des objets de valeur dans des jarres de paddy ou des citernes d'eau. Certains fouineurs ont déjà fait des trouvailles intéressantes » (Pierre Thomas, *CI*, p. 104).

14 janvier : d'Argenlieu se félicite auprès de De Gaulle que Moutet ait évité tout contact avec HÔ (Devillers, *PSH*, pp. 312-4) et demande au gouvernement le rétablissement de Bao Dai à la tête d'une monarchie constitutionnelle (Devillers, *PSH*, p. 342).

Leclerc refuse le poste de commandant en chef et futur haut-commissaire en Indochine

16 janvier : Vincent Auriol, président de la République.

22 janvier : gouvernement Ramadier : Moutet garde les TOM., le MRP Coste-Floret prend la-Guerre, le communiste François Billoux la Défense.



1<sup>er</sup> février : d'Argenlieu décide seul l'élargissement des pouvoirs du gouvernement indochinois et sa reconnaissance comme État libre au sein de la Fédération indochinoise et de l'Union française (Devillers, *PSH*, p. 345).

3 février : le colonel Dèbes remplace Morlière comme chef des TFIN (Troupes françaises de l'Indochine nord)(Devillers, *PSH*, p. 326).

5 février : Ramadier à d'Argenlieu : défavorable au rétablissement de la monarchie (Devillers, *PSH*, pp. 345-6).

7 février : reconquête de Hué (Elgey, *RI*, p. 252).

12 février : d'Argenlieu propose de capturer Hô. Le refus de Moutet aurait été vif (Devillers, *PSH*, p. 348).

13 février : deuxième refus de Leclerc malgré l'insistance d'Auriol, Ramadier et même Thorez. Le 8, Leclerc avait remis à Auriol les « Conditions à exiger par un haut commissaire ». « La France n'a pas l'intention de faire la guerre au peuple annamite. Elle ne peut non plus céder le pays à une minorité d'agitateurs s'imposant par la terreur ». Dès lors, il faut : 1) renforcer le gouvernement cochinchinois en supprimant le commissariat de la République à Saïgon et en relevant la majorité des fonctionnaires français ; 2) prolonger cette action par un effort militaire assez important et assez durable pour menacer le VM de dissociation ou saper son influence sans fermer la porte à une négociation. Intervenir sur la presse française pour qu'elle n'exerce plus une influence défavorable (*L&I*, pp. 383-5).

5 mars : Bollaert remplace d'Argenlieu. Rappel de Sainteny à Paris (Biondi, *AC*, p. 260) suivi de celui de Torel et du placardage de Pignon au Cambodge.

11-20 mars : débat sur l'Indochine à l'Assemblée nationale. Daniel Mayer (SFIO) : « Le départ de la France, ce serait la guerre de peuplade à peuplade. » (Elgey, *RI*, p. 257).

18 mars : Billoux (ministre communiste de la Défense nationale) et les députés communistes restent assis lorsque Ramadier rend hommage au CEFEO (Robrieux, *HIPCF*, p. 2-185).

19 mars : déclaration du CC du PCF hostile au vote des crédits militaires et favorable à la reprise immédiate des négociations avec Hô (Devillers, *HVN*, pp. 380-1).

21 mars : Hô à Ramadier : reconnaissez l'indépendance et l'unité du VN et le feu cessera (Devillers, *PSH*, pp. 353-4).

22 mars : les ministres communistes mais pas leurs députés votent les crédits militaires.

27 mars : instructions à Bollaert par Ramadier, Moutet, Teitgen, Thorez. On a parlé de salmigondis (Elgey, *RI*, p. 256, Doyon, *SB*, p. 121, Ruscio, *CFGJ*, pp. 173-4).

19 avril : nouvelle offre du VM.

4 mai : en France, révocation des ministres communistes.

12 mai : Mus rencontre Hô dans le maquis. Il refuse le véritable ultimatum de Ramadier (Doyon, *SB*, p. 79, Dalloz, *GI*, p. 118).

mai : Salan remplace Dèbes, mort dans un accident d'avion, à la tête des TFIN.  
août; nouvelles propositions VM dissimulées à V. Auriol (Devillers, *PSH*, p. 355).

9 septembre : Ligue du Sud-Est asiatique réunissant les indépendantistes vietnamiens, siamois, birmans, malais et indonésiens (Elgey, *RC*, p. 427).

8 oct-novembre : opération Léa en Haute-Région. Hô échappe de peu à la capture.

22 octobre : gouvernement Robert Schuman (MRP) : Coste-Floret, hostile à toute négociation avec le VM, prend les TOM en remplacement de Moutet.

6-7 décembre : Bollaert rencontre Bao-Dai en baie d'Along.

A l'automne 1947, les forces françaises prennent l'offensive. Après trois mois d'opérations, les résultats sont incertains. Parallèlement, dans le souci de restreindre l'effort militaire, le gouvernement français choisit de soutenir l'empereur Bao Dai. Peu après, le général Salan n'obtient pas les renforts qu'il exige, et est rappelé en métropole.

## 1948

En septembre 1948, les Viêt-minh prennent les devants. Ils déclenchent dans tout le Tonkin une série d'actions de guérilla qui se transforme bientôt en une véritable offensive.

## 1949

Durant les premiers mois de l'année 1949 l'effort militaire français est porté vers la Cochinchine et plus particulièrement la Plaine des Joncs.

Simultanément un accord est enfin trouvé entre le gouvernement français et Bao Dai qui rentre au Viêt-Nam en avril 1949. On peut désormais dire que le Viêt-nam est indépendant.

13 juin 1949 : Retour Bao Dai à Saïgon : voir témoignage Jean Arnold in Einaudi.

Août 1949 : André Diethelm, ancien directeur des finances et des douanes de l'Indochine (1928-1934), devenu conseiller de la République R.P.F. vient prendre la température à Saïgon où il est accueilli par ses amis gaullistes :

[www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/O'Connell\\_decimes.pdf](http://www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/O'Connell_decimes.pdf)

## 1950

Suite, fin 1949, à un raid chinois sur Mon Cay, le gouvernement décide l'envoi de 13 bataillons et de 2 groupes de chasse. Il confie en même temps au chef d'état-major de la Défense nationale une mission d'inspection en Indochine. Le général Revers, dans son

rapport, estime qu'il est impossible d'arriver à une solution par les armes. On ne peut plus qu'espérer un redressement de la situation permettant de négocier dans des conditions plus favorables.

En septembre 1950, le désastre de la Route Coloniale n° 4 avec l'opération d'évacuation de Cao Bang est la première défaite grave de la campagne d'Indochine.

## 1951

Fort de son succès sur la R.C. 4, le Viêt-minh estime pouvoir frapper un grand coup. A la mi-janvier 1951 il décide d'engager tout son corps de bataille en vue de conquérir Hanoï pour la fête du Têt, le nouvel an vietnamien.

Le général de Lattre de Tassigny, bien renseigné, prend personnellement le commandement des opérations. Le 17 janvier 1951. les Français restent maîtres du champ de bataille. Le Viêt-minh déplore 6.000 tués et 500 prisonniers.

En juin 1951, le général de Lattre de Tassigny a rétabli la situation, mais il meurt en janvier 1952.

## 1952

En octobre 1952, le général Giap, lance une offensive contre le pays Thaï. Pour couper les communications du Viêt-minh entre ses zones refuge et le pays Thaï, le général Salan, de retour, ordonne l'opération « Lorraine », dernière offensive en profondeur hors du delta. Elle est marquée par la sanglante embuscade de Chan-Muong.

## 1953

En mai 1953 le général Salan cède la place au général Navarre. Au moment où celui-ci prend son commandement, les moyens du corps expéditionnaire ne lui permettent pas d'assurer simultanément, pendant l'hiver 1953-1954, la défense du delta et celle du Nord Laos.

Le 27 juillet 1953 l'armistice est signé en Corée, et la Chine peut apporter tout son soutien au Viêt-Minh. L'obligation de défendre le Laos conduit le général Navarre à s'installer à Diên Biên Phu.

Le général Giap décide d'y concentrer tout son corps de bataille malgré les immenses difficultés de l'entreprise.

## 1954

Tandis que l'on attend l'attaque du Viêt-minh à Diên Biên Phu, un événement d'une extrême importance va changer les perspectives de la situation : on apprend le 18 février 1954 que les Quatre Grands ont décidé de réunir, à Genève, fin avril, une

conférence Est-Ouest où serait étudié le problème de la paix en Indochine. Début mars, les adversaires sont prêts pour le combat. Cinquante mille Viêts-Minh encerclent onze mille Franco-Vietnamiens.

L'histoire de la bataille de Diên Biên Phu est connue. Commencée le 13 mars, elle se termine le 7 mai par la chute du corps retranché. Celle-ci a un tel retentissement que Diên Biên Phu devient, qu'on le veuille ou non, la bataille décisive, non seulement de la campagne mais de la guerre.

Le 11 août 1954, le cessez-le-feu est effectif sur tous les territoires du Viêt-nam, du Laos et du Cambodge.

Pendant les huit années de guerre après le 19 décembre 1946, les forces de l'Union française ont déploré 76.000 morts au combat parmi lesquels 2.000 officiers. Elles ont perdu 37.000 prisonniers dont 16.000 Vietnamiens. Sur ces 37.000 prisonniers, 10.750 ont été libérés.